

# INFORMATIONS

*comité régional midi-pyrénées*



BOURSE DU TRAVAIL : 19, place St-Sernin - 31070 TOULOUSE cedex

N° 98 - SEPTEMBRE 1994

**SANS ATTENDRE**

**ENSEMBLE,**

**SOLIDAIRES**

**POUR UNE RIPOSTE**

**NATIONALE**

# **SOMMAIRE**

## **EDITORIAL**

**CAMPAGNE SECU : semaine d'action**  
bilan pétition

**ARIEGE : services publics**

**ENERGIE : à propos du débat**  
national

**LUTTES DANS LA REGION**

**RENTREE SCOLAIRE**

**FORMATION SYNDICALE**

# UNE RENTREE 94 DE GRANDE AMPLEUR

## EDITO

Le premier semestre 94 a été fertile en événements sur lesquels nous pouvons nous appuyer: la mobilisation en faveur de l'école publique, l'action contre le SMIC Jeunes portent témoignage de la volonté et de l'efficacité de l'action unie.

Cet été, et cette rentrée sont marqués de l'existence de luttes nombreuses, unies souvent avec des succès importants. La Ciotat, Motorola, les Ciments Lafarge, Mac Do, la Cellulose du Pin, autant d'éléments de confiance pour construire ce large mouvement revendicatif dont le monde du travail a besoin.

° Un million de signatures, près de 65 000 à ce jour sur la région (alors que nous savons tous que toutes nos forces ne s'y sont pas encore inscrites), c'est vraiment du jamais vu - et c'est à valoriser au même titre que tous les acquis des luttes.

° Plus de syndiqués dans nos réunions, plus de tonus pour les revendications, pour exprimer ce "trop c'est trop"! Tout cela constitue bien les éléments forts du Rapport des Forces dans notre pays. Un rapport de force construit pas à pas, lutte par lutte, pétition par pétition, construit au prix d'un immense effort de l'ensemble de nos forces, construit avec une volonté unitaire qui bouscule bien des obstacles.

Au total donc un mouvement revendicatif qui s'exprime, qui ne demande qu'à grandir pour imposer de nouveaux reculs.

Les sujets de mécontentement ne manquent pas: emploi, salaire, protection sociale, libertés, conditions de travail, privatisations, autant de problèmes auxquels les salariés sont confrontés, sur lesquels ils expriment leur mécontentement légitime. Ce sont bien des préoccupations qui nécessitent actions, initiatives, perception des enjeux, de bien montrer leur cohérence entre eux et dans ce qu'ils ont de structurant pour la société.

Personne et à fortiori le mouvement syndical, ne peut rester spectateur de telles situations. Mais gardons bien à l'esprit que ce n'est pas la rencontre de Secrétaires Généraux nationaux ou régionaux qui changeront durablement les choses.

La volonté unitaire n'est certes pas la même partout, mais elle répond pourtant aux mêmes mouvements et nos directions, nos syndiqués sont les moteurs de cette démarche unitaire; ne soyons pas les premiers amnésiques sur le rôle rassembleur de la CGT : le 12 Mars, le CIP ou la loi Falloux.

Aujourd'hui, le social est sur le devant de la scène, pas toujours d'ailleurs sans arrière pensée. Mais nous ne pouvons pas ignorer non plus que 70 % des salariés se disent prêts à participer à un mouvement de protestation.

Comment ne pas rapprocher ce souhait, de notre volonté d'ancrer à l'entreprise, à partir de chaque situation, de travailler à l'existence d'une multitude d'actions revendicatives. Ni laisser faire, ni spontanéisme, mais par le débat démocratique pour l'action la plus rassembleuse possible, à partir des besoins exprimés, au fond une démarche nouvelle pour réaliser l'action nationale unitaire de très grande ampleur qui est plus que jamais à l'ordre du jour.

Dès lors la question essentielle réside bien dans notre capacité à décider, à agir. Là comme ailleurs, soyons lucides.

Des efforts sont réalisés, adhésions, Hebdo, mais ils sont encore insuffisants. Persiste encore trop de "timidité" à aborder ces questions vitales: qui sommes nous, que représentons nous, combien sommes-nous, quel rapport entre nombre de salariés, nombre de syndiqués, influence syndicale.

Et c'est bien parce que nous sommes dans une période de nécessaire et intense activité revendicative que cette question de nos moyens devient incontournable, stratégique dans quelque secteur que ce soit. Le CCN de Mai a pour sa part apporté quelques éléments de réflexion et d'appréciation. Ce n'est qu'un début. Mais 4 mois après, où en sommes-nous dans chacune de nos organisations? Début de mise en oeuvre, de réflexion, de décisions, avec quels résultats, quelles avancées?

Les changements tant qualitatifs que quantitatifs dépendent de tous. Il y a vraiment besoin de mobiliser toute nos énergies, celles de tous nos syndiqués. C'est la condition pour faire de cette rentrée 94 un grand millésime, pour la CGT, pour les salariés.

SALVAYRE Michel.  
Secrétaire Régional.

# CAMPAGNE SECU

Nous sommes engagés depuis plusieurs mois, dans une bataille pour obtenir le retrait des mesures visant au démantèlement de tout notre système de protection sociale et imposer des solutions permettant à la SECU de répondre aux besoins de couverture sociale correspondant à notre époque, aux évolutions technologiques.

Plus d'un million de signatures collectées, permettant l'expression du mécontentement des salariés, des assurés sociaux, montrant leur attachement à notre système et la volonté de le préserver.

C'est un atout considérable qui ouvre des perspectives à une riposte de masse, urgente, plus que jamais à l'ordre du jour !

Dans ce processus, de nombreuses initiatives sont prises dans notre région dans le cadre de la semaine d'action du 19 au 24 à laquelle la CGT appelle.

Elles se concrétiseront par des rassemblements, manifs, pour déposer les pétitions aux préfets, députés:

AVEYRON à Rodez le 23.9 - à Milhau le 30.9 - pour un rassemblement départemental le 27.9 à la Préfecture.

ARIEGE à Foix le 22.9 avec la FEN. FSU. LDH. AC ! Etats Généraux.

GERS: à Auch le 27.9.

HTE-GARONNE: 50 personnes présentes au Mirail le 19.9, dont SOS Racisme. TO7 - 400

participants à Toulouse le 22.9 dont mutuelles FMF.

HTES-PYRENEES: à Tarbes le 22.9 avec 150 militants de l'UD CGT, du collectif des mutuelles.

LOT: à Cahors, à Figeac le 22.9 aux députés, préfet.

TARN: le 27 à la Chambre Patronale.

TARN.ET.GARONNE: à Montauban le 26.9.

Ainsi, des centaines de salariés seront dans l'action cette semaine, au total 71 295 pétitions seront déposées aux préfectures, dont

ARIEGE 3 268

AVEYRON 6 734

HTE-GARONNE 30 849

GERS 2 127

LOT 3 219

HTES-PYRENEES 17 998

TARN 5 500

TARN.ET.GARONNE 1 600

Face aux enjeux, sans attendre, ENSEMBLE ET SOLIDAIRES POUR UNE RIPOSTE NATIONALE.

Martine BERNARD.

# ARIEGE : NOS SERVICES PUBLICS EN DANGER !

Le 7 Septembre 94, "La Dépêche du Midi" de l'Ariège donnait connaissance de la décision de créer sur le département quatre "Points multiservices".

Ainsi, sous l'autorité de la C.G.T. et en concertation avec France Télécom, La Poste, EDF/GDF et l'ANPE, quatre commerçants se verraient offrir les moyens d'assurer partiellement des missions relevant des services publics (un point administratif et social, un point argent, informations, fax, télécartes).

Il s'agit-là d'une attaque nette contre le service public s'inscrivant bien dans les différents projets gouvernementaux et patronaux contenus dans l'élaboration des schémas départementaux des services publics et dans le cadre de l'aménagement du territoire.

En effet:

- d'une part, c'est la CCI, autrement dit, l'Union Patronale qui, de concert avec certaines administrations, se mêle des restructurations des services publics.

- d'autre part, il ne s'agit pas d'implantation nouvelle et de réimplantation de service public dans des zones où il aurait disparu, car dans les communes citées dans l'article (Oust, Fougax, Castillon, Montardit), il existe par exemple un bureau de poste.

**On enlève donc des missions aux services publics pour les donner au privé.**

- enfin et bien sûr, il n'y aura eu dans ces décisions, aucune concertation de réalisée dans les administrations impliquées dans ces points multiservices, auprès des syndicats, des personnels et des usagers.

Face à cette situation, l'Union Départementale en concertation avec les syndicats CGT concernés, s'est adressée à la presse pour dénoncer ce véritable danger pour nos services publics.



Le 20 Septembre 94, au siège d'EDF se réuniront les syndicats CGT de l'ensemble des services publics et nationalisés dans le cadre de la préparation de ces assises. Cette réunion sera l'occasion de décisions d'actions pour réagir ensemble, personnels et usagers, contre ces mauvais coups.

Dès à présent, les Syndicats CGT de France Télécom, de la Poste et d'EDF/GDF interviennent auprès de leurs directions pour demander des comptes.

Enfin, et dans le cadre de la semaine confédérale d'actions du 19 au 24 Septembre, l'Union Départementale invite ces syndicats à travailler à l'élargissement de l'action à différents secteurs, notamment, en lien avec les privatisations qui menacent dans leur existence, des sites tels que Péchiney, France Télécom ou Fortech.

Guy PERROTTET  
Secrétaire Général UD 09.

# RENTREE SCOLAIRE 1994 :

## CA NE VA PAS DU TOUT.

Disons-le tout net: la satisfaction affichée par le Ministre de l'Education Nationale est totalement démentie par les faits:

- plus de 14 000 Maîtres Auxiliaires se retrouvent sans emploi, sur l'ensemble du territoire. Ce qui correspond à la liquidation de la totalité des emplois de l'aéronautique civile de Midi-Pyrénées.

Pour l'Académie de Toulouse, on peut estimer à 400 le nombre des laissés pour compte, plus quelques centaines d'emplois à temps (et à rémunération) partiel.

Ce désastre humain, ajouté aux conditions de travail des personnels du Rectorat a fait que les dernières nominations viennent d'être effectuées 15 jours après la rentrée. Et les services du Rectorat ne sont pas en mesure de faire le point: difficultés réelles ou volonté de cacher un triste bilan afin de retarder la mobilisation des victimes ?

Car cette rentrée catastrophique n'est pas le fruit d'un mauvais sort, mais de la pénurie des moyens mis en oeuvre et de la volonté gouvernementale de pallier les carences par des économies d'emplois au détriment de la qualité de l'enseignement et des conditions de travail des jeunes et des enseignants:

- ° les effectifs des classes en augmentation, en moyenne; des classes sont regroupées en dépit de niveaux et de contenus différents.
- ° un nombre insupportable d'heures supplémentaires ( 10 % des moyens d'enseignement).
- ° l'utilisation des professeurs stagiaires comme moyens d'enseignement, sans formation préalable et sans aide pédagogique effective.
- ° la multiplication des services partiels ou éclatés sur plusieurs établissements.
- ° la classe aux dédoublements pédagogiques, le rétrécissement de fait des choix offerts aux élèves (langues, options) et l'absence d'enseignement de matières facultatives, voire même obligatoires aux examens (Enseignement Familial et Social, Education Physique, etc...).

# EXIGEONS DES MOYENS POUR L'ÉCOLE

Le Service Public est mis à mal.

Parents, élèves, enseignants peuvent exiger que des mesures immédiates soient prises pour couvrir les besoins qui se manifestent dans les lycées, les collèges, les écoles:

- transformation des heures supplémentaires en postes dès qu'au moins 1/2 poste est nécessaire.
- la réduction des effectifs des classes.
- la mise des stagiaires en responsabilité progressive et des décharges de service pour leurs conseillers pédagogiques.

Ajoutons que, par la circulaire Pasqua, le Ministère de l'Intérieur s'ingère dans les nominations des personnels auxiliaires d'origine étrangère, en les menaçant d'expulsion de surcroît. Il s'agit d'atteinte aux libertés fondamentales et à l'indépendance du système éducatif !

On comprend pourquoi, après avoir pris sa part dans l'appel intersyndical de juin pour les créations d'emplois et le rejet des heures supplémentaires, l'URSEN CGT Midi-Pyrénées s'inscrit dans la journée nationale d'action 29 Septembre pour rechercher activement des convergences avec les autres syndicats, pour poursuivre et élargir les luttes en faveur d'un Service Public de qualité.

J.P. BARBONI

# ENERGIE : DECLARATION C.G.T.

La sécurité et les nuisances dans les transports d'énergie est une question qui intéresse l'ensemble des salariés, usagers et les populations. Elle est au centre d'un débat organisé à Toulouse par le Gouvernement dans le cadre du débat national ENERGIE ET ENVIRONNEMENT.

L'Energie est vitale et conditionne toute activité, humaine, économique, industrielle. Pour la CGT, ces questions touchent au développement économique et au progrès social, à son niveau, des générations actuelles et futures, compte-tenu des investissements et des infrastructures pour un accès à l'énergie pour tous.

L'électricité occupe une place prépondérante dans notre vie quotidienne ainsi que dans l'industrie, il n'en demeure pas moins que les sources d'énergie sont diverses: gaz - charbon - eau - pétrole.

C'est donc dans ce cadre large d'une diversité de sources d'énergie qu'il faudrait aborder ces questions et non dans un cadre étriqué du seul transport du courant par les lignes à haute tension et leur impact sur l'environnement. Il va de l'intérêt des populations.

Ainsi la SNCF effectue le transport des hydrocarbures et des matières dangereuses. Mais la part des hydrocarbures transportés par le rail ne représentent que 10.2 % du produit transporté, contre 33.9 % par la route.

Cette tendance au désengagement de la SNCF se poursuit et s'aggrave, renforçant insécurité sur les routes et les risques d'accidents. L'actualité récente en témoigne, les zones urbaines présentent des risques graves. Ainsi à Toulouse des trains de matières dangereuses et en moyenne deux "TRAINS CARGO" de 3 000 t de carburant, traversent quotidiennement le cœur de Toulouse par la Tranchée de Guillemery.

A EDF la garantie de fourniture de courant et son prix identique en tout lieu du territoire, ne peut-être assuré que par un réseau de transport d'électricité.

La politique d'investissement des directions et du Gouvernement qui privilégie la rentabilité financière à court terme, sacrifie l'entretien, le renouvellement, le dépannage, la recherche de nouveaux moyens de transport d'électricité avec ces conséquences sur la sécurité des salariés, des populations. La vétusté de certaines installations de gaz peut conduire à des

accidents graves comme cela a été le cas à Toulouse, à Montauban.

La véritable question est bien celle des moyens que les directions d'entreprises, le Gouvernement investissent pour assurer la sécurité du transport des énergies, le respect de l'environnement, de l'intérêt collectif. Cette question sera-t-elle au centre du débat de Toulouse ? comme celles touchant aux missions de service public, aux moyens d'intervention des personnels et des usagers susceptibles d'être soumis à des risques? C'est une question de démocratie.

Ces questions sont urgentes au regard des choix politiques, qui privilégient la rentabilité financière et les profits spéculatifs, la volonté de privatiser.

La CGT avec syndicats concernés dans notre région, propose d'agir pour de véritables solutions. Cela passe en tout premier lieu par la préservation et le développement des potentialités énergétiques que recèlent notre région:

-hydraulique avec urgence construction de barrages et de retenues d'eau,

-développement du charbon de : CARMAUX/-DECAZEVILLE,

-la mise en place d'une nouvelle Centrale de 600 MW au charbon à ALBI,

indispensables au développement de l'industrie et de l'emploi.

En matière de transport d'énergie, il est urgent de construire la ligne de chemin de fer contournant Toulouse par la Vallée de l'Hers, de renforcer l'alimentation électrique de la ville de Cahors notamment, ainsi que l'électrification en général en milieu rural, comme urbain.

Toulouse, le 12 Septembre 1994.

°Comité Régional CGT MIDI-PYRENEES

°Collectif Régional C.G.T-E.D.F.

°Secteur Fédéral CGT CHEMINOT

# A PROPOS DU DEBAT NATIONAL

C'est après avoir été accueillis par une délégation du Comité Régional C.G.T. Midi-Pyrénées (munis de la déclaration régionale), que les quelques trois cents participants au débat ENERGIE et ENVIRONNEMENT, ont pris part à l'initiative de ce qui devait être une consultation autour du transport d'énergie.

Ce colloque qui, compte tenu de l'importance prise par les questions d'environnement, aurait pu permettre la tenue d'un réel débat où l'on aurait discuté du développement du transport d'énergie à partir des besoins existants et à venir, de l'impact de celui-ci sur l'environnement et des moyens nécessaires pour y remédier.

Mais il en a été tout autrement parce que cette initiative répondait d'abord à des objectifs très politiques.

- tenter de faire avaliser les décisions Européennes en matière de transport,
- tenter de désamorcer les oppositions au projet de ligne THT (Cazaril - Aragon),
- tenter de récupérer au profit du gouvernement l'élan écologique existant.

## L'organisation du débat pose une première question:

En effet, cinq tables rondes se sont succédées avec 6 ou 7 personnalités par thème, présentant des thèses certes parfois contradictoires, mais ne laissant que peu de place aux interrogations de la salle, compte-tenu des autres débats à suivre.

L'effet en fût désastreux: les cinq débats furent tronqués !!

Sur le fond le débat de part ses objectifs, fut pour le moins corseté.

A titre d'exemple, autour du thème transport d'hydrocarbure, l'on se borna au constat que celui-ci est effectué essentiellement par la route, de la nécessité d'améliorer le contournement des villes et du respect de la réglementation.

Aucune relation n'est faite entre ce type de transport et:

- les risques d'accidents,
- les pollutions dégagées,
- les gâchis engendrés,
- la nécessité de développer le transport par rail moins coûteux, moins polluant, moins risqué.

Au total, il n'y a pas trop d'illusions à avoir quant à ce qui sera effectivement retenu de ces débats.

Mais il est certain comme l'ont signalé tous les intervenants de la salle, c'est bien autour d'une plus grande transparence, en associant l'ensemble de la population, au travers de services publics dégagés des critères financiers, que l'on améliorera l'environnement de l'homme pour les générations actuelles et futures.

C'est bien tout le sens des propositions C.G.T

Marc COURDESSE  
Syndicat CGT-EDF

# METALLURGIE :

## RENTREE OFFENSIVE, UNE ETAPE DANS LA CONTINUITÉ DE CONSTRUCTION DE L'ACTION

Le mois d'août n'était pas terminé que les principaux militants des syndicats de la métallurgie de la région se réunissaient à Toulouse pour la plupart, à Pau pour ceux des Hautes-Pyrénées (avec ceux d'Aquitaine) - Une participation exceptionnelle pour la période (une cinquantaine à Pau, près de 70 à Toulouse), un débat particulièrement riche portait témoignage de l'état d'esprit combatif de nos organisations en cette rentrée.

Il faut préciser que cette initiative ne tombait pas comme un cheveu sur la soupe dans la mesure où elle s'inscrit bien dans un mouvement en construction. C'est ainsi que de nombreuses luttes engagées dès le premier semestre n'ont pas été stoppées dans la torpeur de ces mois d'été.

Luttes, le plus souvent unitaires, pour la défense de l'emploi chez Forest à Capdenac ou à l'Abg/Semca, pour l'embauche des précaires à Motorola où on enregistre des succès importants,....etc. La plupart de ces luttes se poursuivent encore en ce mois de septembre et d'autres sont venues grossir la liste, par exemple contre la privatisation de Renault, des arrêts de travail ont eu lieu notamment le 20 Septembre à Toulouse et à Castres (Renault Automation), la signature de la pétition nationale se poursuit avec succès.

Action encore contre les dangers de privatisation de Fortech à Pamiers ou Usinor/Sacilor se désengagerait d'une majorité de ses parts au "profit" du Groupe privé Aubert et Duval.

Si l'on ajoute à cette liste non exhaustive la signature de la pétition sur la Sécu qui s'est poursuivie (près de 8 000 recensées dans la métallurgie de Midi-Pyrénées), on mesure bien que c'est loin d'être le calme plat dans notre profession.

Cela devrait aider également à créer sur le terrain les conditions d'une action de très grande envergure rassemblant toutes les organisations sur les thèmes essentiels des salaires, de l'emploi,

de la protection sociale, ainsi que l'a proposé la CGT. Encore appartient-il à nos organisations de bien faire ressortir les liens, et de le faire en permanence, entre cette nécessité-là et la situation revendicative vécue dans chaque entreprise.

Le 14 Octobre à Toulouse aura lieu un grand et large rassemblement en convergence avec la lutte contre les licenciements à Abg/Semca. Le préfet est interpellé, afin que comme par exemple à La Ciotat, il organise une rencontre réunissant les acteurs de la vie économique et sociale, les élus etc... afin d'examiner concrètement le dossier de l'emploi et du devenir de l'industrie aéronautique, si déterminant dans notre région.

### DANS L'AERONAUTIQUE

Nous vivons-là une dégradation très forte de l'emploi et cela contrairement à ce que l'on nous raconte, n'a rien à voir avec les conséquences d'une crise fatale, une mévente des appareils. Certes le rythme des commandes ne s'accélère plus comme certains en avaient rêvé, mais l'Aérospatiale par exemple a, aux cadences actuelles, pratiquement trois années de charges de travail devant elle. Quelle branche industrielle peut aujourd'hui afficher une telle perspective?

Les causes sont ailleurs. Dans cette industrie, peut-être plus qu'ailleurs, ce n'est pas le marché du moment qui détermine les investissements humains et industriels, il faut savoir anticiper de plusieurs années particulièrement les emplois, les qualifications, or absolument tout le monde est bien d'accord là-dessus: la reprise dans le transport aérien est bien réelle, elle est durable, elle a même déjà commencée.

Il s'agit donc de tout autre chose. En réalité les directions d'entreprise mettent à profit cette période de relative sous charge, s'appuient sur celle-ci pour réduire encore ce qu'elles nomment le "COUT DU TRAVAIL", et peser sur la productivité sur le dos des hommes.

Dans un article du 3 Août intitulé: "Retour à la prospérité pour les compagnies aériennes", le journal économique " La Tribune Desfosse " précise que... "Les efforts de productivité et de réduction des charges d'exploitation restent à poursuivre. La plupart des entreprises du secteur ont programmé les économies à réaliser et les réductions d'effectifs, selon un échéancier ne se termineront qu'en 1995 ou 1996 ".

Les réductions massives d'emploi comme à Rohr, à l'Abg, dans la sous-traitance, le chômage partiel comme à la Socata... résultent en grande partie de ces orientations patronales. Il en est particulièrement ainsi à l'Aérospatiale qui dans un document remis le 31 Août au C.C.E. indique:

" Quelles que soient la date et les conditions de la reprise des commandes des compagnies aériennes, Aérospatiale devra se présenter avec un haut niveau de performance économique... les efforts déjà entrepris en matière de gestion serrée des frais de fonctionnement devront être maintenus... une nouvelle adaptation structurelle s'impose ..." et plus loin ... " il y a lieu de

développer des efforts sans précédents pour accroître la polyvalence du personnel et la souplesse de l'organisation en particulier du temps de travail ".

1 000 emplois supplémentaires disparaîtront de la division avion d'ici fin 95 en application de cela. C'est dire que tant sur l'emploi que sur les autres problèmes, les objectifs revendicatifs et de lutte ne manquent pas.

Face au puissant patronat de la Métallurgie (UIMM), aux enjeux dans notre profession, nous avons besoin de beaucoup plus de luttes unitaires et convergentes pour nos revendications, nos garanties collectives en lien avec les salariés des autres professions. Nous avons besoin de beaucoup plus de syndiqués, d'une CGT audacieuse, posant l'enjeu du renouveau du syndicalisme et de la syndicalisation dans des initiatives tournées vers tous les salariés de la métallurgie.

GENSOUS Henri



# FORMATION PROFESSIONNELLE ET ENJEUX REVENDICATIFS

Les questions de la formation professionnelle, de la qualification professionnelle sont au coeur de notre bataille pour l'emploi et les salaires, le pouvoir d'achat et constituent bel et bien un enjeu pour les salariés. Enjeu qui grandit avec l'évolution des sciences et des techniques et la nécessité de se former, d'être formé pour affronter ces défis.

**Ces questions sont souvent maltraitées dans notre activité quotidienne.**

**Pourtant, des sommes importantes, qui appartiennent aux salariés y sont consacrées.**

**A l'Aérospatiale cela représente 5 % de la masse salariale, 50 % des salariés partent chaque année en stage. Alors ?**

Les patrons eux ne délaissent pas ce terrain. Ils veulent garder la main mise, la gestion des fonds, leurs plans servent leurs objectifs d'adaptation aux postes de travail, de suppressions d'emploi, de faire admettre aux salariés leurs plans sociaux.

La loi Quinquennale dont l'accord signé le 5 Juillet 1994 par les organisations syndicales, sauf la CGT, permet l'adaptation de la formation professionnelle et remet en cause l'accès à la formation professionnelle pleine et entière, reconnue nationalement, nécessite la riposte des salariés.

Les luttes victorieuses autour du CIP, l'école, montrent qu'en ce domaine de l'éducation on peut obtenir des succès importants.

Comment mieux poser ces questions en terme d'action revendicative en lien avec emploi-salaire que nous déployons dans les entreprises et contribuer à élever le rapport de forces nécessaire pour imposer recul de la politique gouvernementale/patronale, des choix conformes aux besoins des hommes, au moment où se discutent les plans de formation à l'entreprise.

Des questions qui seront au centre de deux journées de formation régionale, que le Comité Régional CGT Midi-Pyrénées, organise

**les 13/14 OCTOBRE 1994,**

à l'intention des élus et mandatés dans les organismes de la Formation Professionnelle (CODEF-AGEFOS), des militants des syndicats d'entreprises responsables de ces questions.

Sans attendre, faites connaître vos candidatures.

Martine BERNARD.

## BULLETIN DE PARTICIPATION

**NOM :**

**PRENOM:**

**ADRESSE:**

**ENTREPRISE:**

**( à retourner au Comité Régional C.G.T. avant le 30 Septembre 1994 )**

